

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2024-22

Objet : Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement dans le cadre de l'OPAH-RU Cœur de Ville de Carpentras

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétences en matière d'équilibre social de l'habitat et de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, et à ce dernier titre en matière d'actions de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

Vu la délibération n°67 du 30 juin 2005, portant définition de l'intérêt communautaire, notamment en matière d'opérations programmées de l'habitat (OPAH) intercommunales et d'octroi d'aides financières en faveur des propriétaires bailleurs privés qui réhabilitent des logements qui seront conventionnés, des propriétaires occupants qui améliorent leur logement et dont les ressources ne dépassent pas un certain plafond, et des propriétaires bailleurs ou occupants qui réalisent des travaux permettant des économies d'énergie ;

Vu la délibération n°07-14 du 3 mars 2014 adoptant le 2^{ème} Programme Local de l'Habitat 2014-2020 ;

Vu la délibération n°111-18 en date du 10 septembre 2018 du conseil de communauté de la CoVe relative à la convention cadre Action Cœur de Ville,

Vu la délibération n° 54-19 en date du 8 avril 2019 du conseil de communauté de la CoVe adoptant la modification du PLH 2014-2020,

Vu la délibération n°151-19 du 16 décembre 2019 relative à la convention cadre de l'OPAH-RU Cœur de Ville de Carpentras ;

Vu la délibération n°34-20 du 10 février 2020 prorogeant le 2^{ème} PLH jusqu'au 5 mai 2022,

Vu la délibération n°35-20 du 10 février 2020 relative à la convention financière entre la Région et la CoVe à l'OPAH-RU Action Cœur de Ville ;

Vu la délibération n°153-22 du 12 octobre 2022 relative à l'adoption du 3^{ème} Programme Local de l'Habitat (2022-2028),

Vu l'agrément de la commission locale d'amélioration de l'habitat du 13/03/2024 pour accorder les subventions de l'Anah pour le projet exposé ci-dessous ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente,

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent MARTEAU, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la demande de subvention suivante :

Nom du demandeur	Statut	Adresse du (ou des) logement(s)	Nb de logt	Type de logt	Type de travaux	Montant des travaux et honoraires H.T	Assiette éligible Anah H.T	Montant subvention CoVe travaux + honoraires	% intervention (et plafonds) de la CoVe	Montant total de la subvention Région sollicitée	% intervention (et plafonds) de la Région	Total subvention CoVe + Région	Couverture nominale
TAMGHART Malika	PO	33 rue des Tanneurs 84200 CARPENTRAS	1	T3	Economie Energie	15,128 €	15,128 €	2,269 €	15% plafonné à 3000€	2,647 €	50 % part CoVe si gain énergie mini de 38 % + Prime facteur 2 (10% des travaux)	4,917 €	-
TOTAL			1			15,128 €	15,128 €	2,269 €		2,647 €		4,917 €	

PO : propriétaire occupant

Décide

Article 1 : D'accorder les subventions ci-dessus au titre de la CoVe et de la Région selon les modalités d'intervention inscrites dans la convention de l'OPAH-RU Cœur de Ville de Carpentras.

Article 2 : De préciser que les crédits correspondants à ces subventions sont inscrits à l'article 20422 du budget principal, fonction 555, antenne 5552AP7.

Article 3 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 24/03/2024
Pour la présidente et par délégation,
Le directeur général des services


Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr